



L'Université Catholique de l'Ouest (UCO) est un établissement d'enseignement supérieur privé catholique fondé en 1875 à Angers. L'UCO compte aujourd'hui 11 400 étudiants répartis dans 6 facultés et 1 institut associé sur 8 campus : Angers, Vannes-Arradon, Guingamp-Brest, Laval, Niort, Nantes et Papeete, Saint Denis de La Réunion. Le site d'Angers est le principal avec près de 7 000 étudiants.

Contexte institutionnel

Le contrat post-doctoral proposé, coordonné par Anaïs Theviot, est créé dans le cadre du projet ANR JCJC MUTADATA sur les mutations du travail au prisme des big data. L'ANR est porté par le Centre de recherche Humanités et Sociétés (Université catholique de l'Ouest) et le laboratoire ARENES (UMR 6051 CNRS-Université Rennes 1).

Ce programme de recherche se veut interdisciplinaire avec la collaboration de chercheurs en civilisation américaine, informatique, droit, science politique, sciences de l'information et de la communication en France et aux Etats-Unis.

Nous recrutons un(e) :

POST-DOCTORANT (H/F) ANR JCJC MUTADATA

Présentation du projet de recherche ANR JCJC MUTADATA

Combinant une approche de sociologie des professions, de sociologie économique et de sociologie politique, ce programme de recherche interroge la professionnalisation d'une nouvelle expertise politique sous le prisme des big data. Porter le regard sur les prestataires spécialisés dans la collecte, la gestion et l'analyse des bases de données permet d'interroger les fluctuations des frontières partisans et les reconfigurations du travail politique, à travers l'analyse d'un espace professionnel composite et hybride, tiraillé entre professionnalisation, expertise et militantisme. Ce projet entend ainsi interroger la professionnalisation des travailleurs politiques de la donnée, en portant le regard sur les prestataires et leurs effets sur la communication politique et ses espaces professionnels.

Cette enquête vise plus précisément à étudier les modalités de constitution d'un groupe professionnel. Autrement dit, il s'agit de réussir à analyser ce qui se passe au niveau du groupe (professionnel en émergence) sans perdre de vue en quoi consiste l'activité de travail et en y intégrant les spécificités liées au contenu du travail. L'ambition est aussi d'analyser les effets de ces recompositions professionnelles sur le travail politique et d'interroger ainsi les mutations du travail politique au prisme des big data. Autrement dit, que fait l'arrivée des big data au travail politique ?

Analyser le travail de ces prestataires en big data électoral demande aussi de s'interroger sur la fabrique des algorithmes. Peut-on réellement extraire du sens de la prolifération des traces du web ? Comment sont construits les algorithmes prédictifs ? Quels sont les savoirs mobilisés ? Quelles sont les stratégies marchandes rendant relativement opérationnelles l'exploitation de ces données ? Nous souhaitons questionner le travail effectué sur les données, en portant le regard sur les modalités de construction de bases et les opérations d'interprétations.

Avec le cas de Cambridge Analytica, l'idée est de questionner la constitution, la gestion, la protection et l'usage des bases de données par les travailleurs de la donnée dans une visée politique et d'interroger les enjeux éthiques, au regard de cultures politiques et de contextes nationaux différenciés.

L'enquête s'effectue dans le cadre de deux campagnes présidentielles : celle de 2020 aux Etats-Unis et de 2022 en France. Dans le contexte français, la constitution d'une base de données n'a pas débuté avec la victoire de B. Obama. Dès 2007, pour l'élection présidentielle française, l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) avait constitué un fichier de 340 000 mails et le Parti Socialiste (PS) d'environ 100 000. Mais elles ont été peu exploitées car il n'existait pas encore de protocole, de savoir-faire professionnel pour gérer et analyser avec finesse ces bases de données. Et c'est bien la construction et le développement de cette nouvelle expertise qui va être questionnée dans ce programme de recherche.

Le tableau ci-dessous fait la liste des différentes hypothèses de recherche qui seront testées lors de ce programme de recherche :

H1	Prendre part à la controverse scientifique internationale sur les effets de « nouveautés » des big data Les métiers de la donnée ne peuvent être dits totalement « nouveaux » car ils possèdent des caractéristiques communes avec les métiers du politique, concernant à la fois les profils des travailleurs, leurs formations et leurs pratiques professionnelles.
H2	Hypothèse d'une rationalisation du travail politique par les data et de la construction d'un nouveau marché de la donnée L'arrivée des big data en campagne électorale induit une technicisation du travail politique. Nous étudierons aussi les modes d'organisation de ce marché du travail : structures des entreprises (taille entreprise, CA) ; stratégies de visibilité (notamment sur les réseaux sociaux), etc.
H3	Participer aux débats juridiques sur la protection des données personnelles et les stratégies de détournement de celles-ci Il n'y pas qu'une importation d'un « modèle » américain, mais bien une adaptation de celui-ci au contexte national, modelé par des questions budgétaires, institutionnelles, culturelles et réglementaires.
H4	Prendre part aux travaux sur la circulation globale des normes L'expert de la donnée aurait un rôle majeur dans la circulation transnationale de normes professionnelles et dans la diffusion de croyances en la science des données.
Hypothèse centrale et transversale sur la constitution d'un marché politique et économique de la « science des data » Le travail sur les données serait un marché politique en construction qui jouerait sur l'incertitude électorale pour vendre une nouvelle expertise, reposant sur la promesse d'une prédiction scientifique des comportements des électeurs.	

Une attention forte est aussi portée à l'analyse des reconfigurations potentielles du militantisme (que ce soit au niveau des adhérents ou des équipes de campagne) liées à l'usage de ces outils de big data électoral - et plus largement celui du numérique.

Missions

Le post-doctorant travaillera notamment sur la campagne pour l'élection présidentielle française de 2022. Le travail de terrain sur le volet américain ayant déjà été réalisé, le post-doctorant sera sollicité pour participer à l'analyse, notamment concernant l'enquête quantitative.

Vos principales tâches seront souvent réalisées en collaboration avec d'autres membres de l'équipe, parmi lesquelles :

- Etat de l'art sur les travaux sur l'usage des big data en politique dans le monde
- Prise de contacts, constitution d'un réseau et entretiens semi-directifs (et retranscription, voire traduction pour ceux déjà réalisés aux Etats-Unis ; analyse de contenu) avec les travailleurs de la donnée en France, les membres des équipes de campagne, les militants et les membres des instances chargées de la protection des données en France (CNIL) et en Europe (Commission européenne, etc.)

- Diffusion et traitement d'un questionnaire auprès des « cyber-militants » en France (résultats à comparer avec celui déjà diffusé aux Etats-Unis, notamment sur les enjeux de la protection des données et le cyber-harcèlement politique)
- Cartographie de l'espace professionnel des experts de la donnée, pensés comme des « passeurs »
- Veille et archivage sur les réseaux sociaux des candidats
- Aide à l'organisation d'un colloque international en décembre 2022 et d'une journée d'étude en juin 2022 + séminaires ou autres événements scientifiques
- Rédaction d'un rapport d'étape à remettre 8 mois après la prise de poste et d'un rapport final, au terme du contrat.

Et participation (si souhaitée) aux publications collectives du projet.

Profil et qualités requises

Titulaire d'un Doctorat en science politique, sociologie, sciences de l'information ou de la communication ou en anthropologie, vous avez une maîtrise approfondie et attestée des méthodes quantitative et qualitative / cartographie en ligne. Vous maîtrisez l'anglais pour la participation à l'analyse du terrain américain. Idéalement, vous avez une connaissance en big data science ou plus largement des méthodes en ligne

Conditions

Contrat : CDD de 9 à 12 mois, à partir du 1er février 2022

Lieu de travail : Angers – travail en distantiel possible

La rémunération est établie selon le barème des grilles de l'association St Yves ; celle-ci, pour un MCF seconde classe se situe entre 2 558 € et 3074€ bruts mensuels.

Contact

Les personnes intéressées pourront adresser leur candidature (CV, lettre de motivation, 1 publication significative ainsi que la copie du dernier diplôme) à l'attention d'Anaïs Theviot : atheviot@uco.fr **au plus tard le 10 janvier 2022.**